

Afrique Face à la guerre, les Africains sont « restés au balcon »

Lorsque les « leucodermes » (autrement dit, les blancs) s'affrontent entre eux pour une question régionale, le monde entier est prié de choisir son camp et on frôle la guerre mondiale. Chez nous, on parlerait de rébellions, de guerres ethniques...

Un observateur congolais

”

COLETTE BRAECKMAN

Lorsque les « leucodermes » (autrement dit, les blancs) s'affrontent entre eux pour une question régionale, le monde entier est prié de choisir son camp et on frôle la guerre mondiale. Chez nous, on parlerait de rébellions, de guerres ethniques...

Lamère remarque de cet observateur congolais résume le sentiment de nombreux Africains à l'heure où, au Nord-Kivu, un ancien mouvement rebelle, le M23, naguère inspiré par le Rwanda et l'Ouganda, a repris les hostilités et est accusé d'avoir abattu un hélicoptère de la Monusco. Les Congolais redoutent l'éclatement d'une nouvelle guerre à l'est, le Rwanda désapprouvant le soutien apporté par l'Ouganda aux forces congolaises en lutte contre le mouvement islamiste ADF dans l'Ituri.

Qu'il s'agisse du Tigré où trois millions de personnes sont menacées de famine à la suite de l'offensive éthiopienne, du Mozambique ou des Etats du Sahel déstabilisés par les djihadistes, les guerres d'Afrique, accompagnées de violations des frontières et de désastres humanitaires, ne sont pas considérées comme des enjeux mondiaux. Et ces demandeurs d'asile qui tentent de s'abriter en Europe sont cantonnés dans des « hot spots » ou refoulés sur l'autre rive de la Méditerranée.

Sommés de prendre parti dans la guerre menée en Ukraine, les Africains sont donc « restés au balcon ». S'exprimant via les réseaux sociaux, les opinions publiques se sont montrées largement critiques. Le vote du 2 mars dernier à l'Assemblée générale de l'ONU, exigeant que la Russie cesse de recourir à la force contre l'Ukraine, se révéla pour le moins partagé.

Les nouveaux amis de la Russie

Les alliés traditionnels ou circonstanciels de l'Occident tels que la Côte d'Ivoire, la RDC, le Rwanda votèrent pour la résolution. L'Erythrée, mise au ban de la communauté internationale, fut le seul pays subsaharien à rejeter la résolution. Mais la liste des 35 pays ayant choisi l'abstention mérite réflexion. L'abstention d'un pays comme

le Sénégal, historiquement lié à la France, a été très remarquée. Alors que son président, Macky Sall, exerce la présidence de l'Union africaine, son offre de médiation a été poliment déclinée ainsi que celle de l'Afrique du Sud. Sans surprise, les « nouveaux amis » de la Russie, le Mali, la Centrafrique, où les mercenaires du groupe Wagner tentent de contrer les islamistes, ont également choisi l'abstention.

La mémoire historique a aussi compté : en Afrique australe - Namibie, Afrique du Sud, Zimbabwe -, nul n'a oublié l'exploitation coloniale et le régime d'apartheid. Alors que l'Europe se montrait indifférente ou complice, chacun sait que c'est l'appui apporté par les Cubains et les Soviétiques aux mouvements de libération qui scella la libération du continent à la fin du siècle dernier (c'est en 1994 seulement que Nelson Mandela remporta les premières élections démocratiques en Afrique du Sud...).

Durant des décennies, des milliers d'étudiants africains furent invités dans les universités des pays du bloc soviétique, dont l'Ukraine. Là aussi, ils furent confrontés au racisme quotidien, à la discrimination (les difficultés des quelque 17.000 étudiants africains essayant de fuir l'Ukraine le rappellent chaque jour...) mais, diplôme obtenu, ils furent nombreux à occuper des fonctions importantes dans leur pays d'origine.

Aux souvenirs du passé se sont ajoutées des rancunes plus récentes : le Mali, le Niger, le Burkina Faso n'ont pas oublié que la mise à mort du colonel Kadhafi à l'initiative de la France et avec l'appui de l'Otan provoqua l'implosion de la Libye et libéra les forces djihadistes jusque-là contenues.

Si l'histoire peut nourrir la rancune des opinions africaines, la peur du futur pèse aussi : des pays comme le Soudan, la RDC, l'Egypte, le Maroc, la Tunisie, les Etats du Sahel, grands consommateurs de blé russe et ukrainien, risquent de souffrir de pénuries alimentaires. Les hausses des prix font redouter de futures émeutes de la faim et une intensification des flux migratoires vers une Europe plus que jamais ouverte à ses voisins venus de l'est...



Au Maghreb, peu de solidarité envers l'Ukraine sur les réseaux sociaux. © AFP

Maghreb Une empathie pour l'Ukraine réfrénée

BAUDOIN LOOS

Le regard empli d'empathie pour les Ukrainiens assaillis par l'armée russe est-il propre aux Occidentaux en général et aux Européens en particulier ? Au Maghreb, si les réseaux sociaux peuvent attester des tendances de l'opinion publique, il semble bien que l'heure ne soit pas à la franche solidarité avec l'Ukraine.

Dans une conversation sur Facebook, l'ex-journaliste Nadia Lamlili faisait cette remarque : « Je viens de rentrer du Maroc où différentes couches sociales justifient l'invasion de l'Ukraine par le fait que l'Europe « l'avait cherché », que cette dernière s'isole de plus en plus à cause de « son arrogance », qu'elle « se permet des dépassements et les interdit aux autres » (guerres en Afghanistan, en Libye, au Mali...) »

Au Maroc, différentes couches sociales justifient l'invasion de l'Ukraine par le fait que l'Europe « l'avait cherché », que cette dernière s'isole de plus en plus à cause de « son arrogance »

Nadia Lamlili

Ex-journaliste

”

Deux poids, deux mesures

Sur le même réseau social, Abed Charef, journaliste et essayiste algérien réputé, lâchait ce commentaire édifiant il y a quelques jours : « La guerre en Ukraine a provoqué un profond changement dans le regard des peuples du Sud envers l'Occident. Désormais, quand des gens du Sud entendent un Occidental, homme politique, dirigeant, journaliste, parler de solidarité, de fraternité, d'humanisme, de droits des peuples, ils sauront que cela ne concerne pas les peuples du Sud, africains, yéménites, palestiniens, libyens, irakiens et autres. Ces droits, ces concepts, se limitent aux Occidentaux (...). Beaucoup, dans les pays non occidentaux, croyaient que les Occidentaux étaient prêts à défendre ces valeurs. Ils constatent aujourd'hui que les Occidentaux les défendent quand ça concerne leur propre monde. »

Sollicité par nos soins, Abdullah Abaakil, élu du PSU (gauche radicale) au Conseil de la ville de Casablanca, apporte des nuances marocaines. « Pour l'aspect géopolitique, il y a en effet ce sen-

timent de deux poids, deux mesures qui domine, vu que ce qui est reproché à la Russie est de faire ce que les puissances occidentales font en toute impunité. Mais au Maroc, nous étions surtout inquiets pour la forte communauté étudiante marocaine en Ukraine, et nous avons été choqués du traitement discriminatoire subi aux frontières quand ces étudiants ont dû prendre la fuite. Enfin, le discours du président Zelensky à l'adresse des Israéliens à la Knesset, dans lequel il a dit subir la même chose qu'eux, a fini de convaincre les derniers sympathisants que cette affaire ne nous concernait pas. »

Renvoyer les protagonistes dos à dos

Secrétaire général de Transparency Maroc et militant des droits humains, Fouad Abdelmoumni nous a donné ses impressions : « Les rares repères que les Maghrébins peuvent solliciter sur la question de la guerre en Ukraine sont essentiellement négatifs. Rejet de l'agression, de la guerre et de la menace nucléaire du côté russe, rejet de l'occidentalisme effréné et du sionisme des dirigeants ukrainiens, rejet de la domination et des doubles standards du camp occidental, rejet de la manipulation médiatique... Nous nous retrouvons donc souvent dans une posture où nous renvoyons l'ensemble des protagonistes dos à dos. »

En cherchant un peu, on trouve toutefois des avis contraires. Comme Hani A. B., qui participait au débat lancé par Abed Charef : « Est-ce que l'Algérie a été solidaire du Yémen ? », lançait-il. « Comment voulez-vous que les Occidentaux soient solidaires avec les Arabes alors qu'entre eux, ces derniers ne le sont pas ? Moi, je salue cette solidarité qui est un exemple pour nous. Au moins entre eux, les non-musulmans ont conclu des alliances, européennes, atlantique, dans lesquelles il y a des valeurs de solidarité. Il n'y a aucune alliance de ce type, ni arabe, ni africaine. »

Quant aux gouvernements au Maghreb, ils ne semblent pas inspirés par le ressentiment populaire mais par leur intérêt, qui préconise de ménager tout le monde : le Maroc n'a pas pris part aux deux votes de l'Assemblée générale de l'ONU sur l'Ukraine et l'Algérie s'est abstenue ; seule la Tunisie a approuvé les résolutions contre la guerre.



Des manifestants centrafricains témoignent de leur soutien à l'invasion russe en Ukraine. © AFP